

Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Comité de suivi PDR FEADER 2014-2022

Réunion du 15 avril 2025

Compte-rendu

Une réunion des membres du collège FEADER du comité de suivi portant sur la modification des des Programmes de Développement Rural Bourgogne et Franche-Comté s'est tenue le 15 avril 2025.

Cette consultation visait à adopter les version 12 du PDR Bourgogne et 14 du PDR Franche-Comté dans le but de créer et permettre la mise en œuvre d'une nouvelle mesure dite « M23 – Catastrophes naturelles ».

La Commission européenne présente cette nouvelle opportunité laissée aux autorités de gestion d'activer la Mesure 23 – Catastrophes naturelles. Cette nouvelle mesure doit permettre de venir en aide aux agriculteurs touchés par des catastrophes naturelles survenues après le 1^{er} janvier 2024. Cette mesure est financée grâce aux reliquats disponibles en fin de programmation. La Commission européenne rappelle le calendrier restreint pour mettre en œuvre cette nouvelle mesure car elle s'inscrit dans le cadre des PDR, et donc dans le calendrier de fin de gestion de ces derniers. Aussi, les derniers paiements devront intervenir au plus tard le 31 décembre 2025, et les engagements doivent être réalisés avant le 30 juin 2025.

L'Autorité de gestion présente le projet de remaquetage permettant d'abonder cette nouvelle mesure.

L'avis des membres est recueilli sur les modifications de maquette.

Les membres du Comité de suivi valident les propositions de remaquetage des deux PDR.

L'autorité de gestion présente la nouvelle mesure, notamment ses critères d'éligibilité, les points de vérifications associés et leur contrôlabilité. Cette mesure est articulée autour de deux volets : un volet « sanitaire », et un volet « végétal ».

Les membres du Comité s'interrogent sur le pourcentage de pertes à justifier (30%) dans chacun des volets. L'Autorité de gestion indique qu'il s'agit d'une règle européenne, inscrite dans le règlement européen.

Concernant le volet « sanitaire », certains membres du Comité de suivi (FRSEA, Jeunes agriculteurs, Coordination rurale) proposent une évolution du projet de dispositif afin de permettre le panachage de pertes entre différents types de pertes (mortalité du cheptel, baisse des naissances et perte de production laitière) pour justifier des pertes à hauteur de 30%.

Concernant le volet « végétal », les membres du Comité de suivi valident les critères proposés mais alertent sur les délais très courts pour obtenir les différentes attestations justificatives de pertes ou d'instruction des dossiers ISN.

L'Autorité de Gestion prend acte des propositions d'ajustement avant de transmettre officiellement les nouvelles versions des PDR à la Commission européenne.

Les fiches PDR ainsi que les maquettes proposées à la validation de la Commission européenne sont annexées au présent document.

Fait à Dijon, le **16 AVR. 2025**

Pour la Présidente et par délégation
Le Directeur général adjoint



Olivier RITZ

8.2.13. M23 - Aide supplémentaire aux États membres touchés par des catastrophes naturelles [article 6 bis du règlement (UE) 2020/2220]

8.2.13.1. Base juridique

- Règlement (UE) 2024/3242 du parlement européen et du conseil du 19 décembre 2024 modifiant le règlement (UE) 2020/2220 en ce qui concerne des mesures spécifiques au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural visant à fournir une aide supplémentaire aux États membres touchés par des catastrophes naturelles.
- Règlement de l'UE portant modalités d'application de l'article 6 bis du règlement (UE) 2020/2220

8.2.13.2. Description générale de la mesure, y compris sa logique d'intervention et sa contribution aux domaines prioritaires et à la réalisation des objectifs transversaux

Le soutien qui sera apporté au titre de la Mesure 23 consiste en une aide d'urgence aux agriculteurs qui sont particulièrement touchés par des catastrophes naturelles, afin de garantir la continuité de leurs activités. Cette mesure apporte un soutien via une aide forfaitaire pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles qui ne sont pas intégrées dans l'assiette des dépenses éligibles aux aides d'État existantes, y compris les aides versées au titre du règlement de minimis. Ces conséquences sont en particulier, pour les événements climatiques : les frais supplémentaires de récolte liés à l'engorgement des parcelles, les frais de remise en état des parcelles, les frais de re-semis des cultures, les pertes liées à l'impossibilité d'implanter des cultures ou encore à la remise en état des actifs (bâtiments, machines agricoles, stocks). Pour les maladies animales, il s'agit des pertes indirectes telles que, notamment, les pertes de production laitière en quantité ou en qualité (déclassement du lait) et les pertes de production liées à la baisse de fertilité ou à la morbidité.

L'aide est financée exclusivement par des ressources FEADER.

8.2.13.3. Portée, niveau du soutien, bénéficiaires admissibles et, le cas échéant, méthodologie pour le calcul du montant ou du taux d'aide selon une ventilation par sous-mesure et/ou type d'opération, si nécessaire. Pour chaque type d'opération, spécification des coûts admissibles, des conditions d'admissibilité, des montants et taux d'aide applicables et des principes en matière de définition des critères de sélection

8.2.13.3.1. 23.1.1 Catastrophes naturelles

Sous-mesure:

- 23.1 - Aide supplémentaire aux États membres touchés par des catastrophes naturelles [article 6 bis du règlement (UE) 2020/2220]

8.2.13.3.1.1. Description du type d'opération

Ce type d'opération apporte une aide à la trésorerie sous la forme d'un montant forfaitaire versé aux agriculteurs ayant subi des pertes de production ou de potentiel de production de 30% à la suite d'une

catastrophe naturelle officiellement reconnue survenue après le 1er janvier 2024.

En conséquence, ce dispositif d'aide est fléché sur le domaine prioritaire 2A du PDR.

Pour cette mesure, deux volets sont mis en œuvre :

- un premier concernant les exploitations d'élevage victimes de la fièvre catarrhale ovine (FCO) (volet « sanitaire ») ;
- un second pour les exploitations victimes de catastrophes naturelles (volet « végétal »).

8.2.13.3.1.2. Type de soutien

Type de soutien: Subventions

Montant forfaitaire.

8.2.13.3.1.3. Liens vers d'autres actes législatifs

8.2.13.3.1.4. Bénéficiaires

Agriculteurs

Les bénéficiaires sont ceux qui exercent une activité agricole, en conformité avec l'Article 4 du Règlement 1307/2013 du 17 décembre 2013, et répondent aux conditions suivantes :

- Les agriculteurs personnes physiques définis comme suit (2 critères cumulatifs) :

1) Exerçant une activité agricole, c'est-à-dire satisfaisant les 3 conditions suivantes :

- Etre affilié au régime de protection social des non salariés des professions agricoles,
- Etre considéré comme non salarié agricole conformément à l'article L.722-5 du Code rural et de la pêche maritime,
- Réaliser les activités agricoles au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime visées au 1° de l'article L.722-1 du même code.

2) Etant âgés de 18 ans au moins à la date de la demande d'aide et n'ayant pas atteint au premier janvier de l'année du dépôt de la demande l'âge prévu à l'article D 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale

- Les agriculteurs personnes morales qui exercent une activité agricole (Sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, etc...), et dont au moins un des associés exploitants remplit les conditions d'âge définies ci-dessus pour les agriculteurs personnes physiques.

Bénéficiaires éligibles au volet « sanitaire » :

Le demandeur devra démontrer que son cheptel est dans une zone touchée par la fièvre catarrhale ovine (FCO) à partir du 1er janvier 2024 et que cette infection a causé :

- soit plus de 30% de mortalité sur le cheptel et/ou de baisse des naissances ;
- soit plus de 30% de perte de production laitière.

Le siège social du bénéficiaire doit être localisé sur le territoire du PDR.

Pour vérifier ces critères, le porteur fournira une attestation du Groupement de Défense Sanitaire et le cas échéant une attestation du collecteur de lait. Cette attestation se basera sur les critères définis ci-dessus sur une période de 12 mois glissants. Le zonage FCO sera attesté à partir de la carte publiée par le GDS.

Le demandeur devra démontrer qu'il est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables.

Bénéficiaires éligibles au volet « végétal » :

Le demandeur doit avoir son exploitation ou des parcelles localisées dans une zone ciblée par l'Indemnité de Solidarité Nationale (ISN) au titre de l'année 2024 ou une commune reconnue par un arrêté de catastrophe naturelle ; avoir subi au moins 30% de perte de production ou de perte de potentiel de production telle que couverte par les conditions d'assurance.

Toutes les filières de production sont éligibles à l'exception de la filière apicole.

Le siège social du bénéficiaire, ou les parcelles ayant subi des dégâts liés à une catastrophe naturelle, doit être localisé dans une commune localisée sur le territoire du PDR visée par un arrêté de catastrophe naturelle à partir du 1er janvier 2024.

Le demandeur devra démontrer qu'il est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables.

Les critères retenus sont ceux de l'ISN pour l'évaluation de la perte de production ou de potentiel de production. L'instruction se basera sur l'attestation de l'assureur dans le cas où le bénéficiaire est assuré. S'il n'est pas assuré, l'instruction se basera sur celle réalisée par la DDT au titre de l'ISN 2024.

Dans le cas des catastrophes naturelles, l'instruction sera réalisée sur la base de l'attestation de l'assureur.

8.2.13.3.1.5. Coûts admissibles**8.2.13.3.1.6. Conditions d'admissibilité**

Le demandeur doit démontrer que les dommages causés à la production ou au potentiel de production respectif de son exploitation à la suite d'une catastrophe naturelle au sens de l'article 2, paragraphe 1, point k), du règlement (UE) no 1305/2013 ou de mesures prises conformément au règlement (UE) 2016/2031

pour éradiquer ou capturer des maladies végétales ou animales sont d'au moins 30 %.

Le demandeur doit prouver que les pertes sont liées à une catastrophe naturelle officiellement certifiée par une autorité publique compétente et s'étant produite en Bourgogne-Franche-Comté à compter du 1er janvier 2024.

8.2.13.3.1.7. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Pas de sélection.

8.2.13.3.1.8. Montants et taux d'aide (applicables)

Le montant de l'aide par bénéficiaire est fixé à 23 000€.

Un coefficient stabilisateur linéaire pourra être appliqué par la Région Bourgogne-Franche-Comté si, après dépôt et instruction de l'ensemble des demandes d'aide, un dépassement des crédits disponibles apparaît pour la mise en œuvre de la présente mesure au regard des montants éligibles.

8.2.13.3.1.9. Caractère vérifiable et contrôlable des mesures et/ou types d'opérations

8.2.13.3.1.9.1. Risque(s) liés à la mise en œuvre des mesures

Volet « sanitaire » :

- Préciser dans les documents de mise en œuvre, les modalités de vérification des critères de de production ou de potentiel de production et d'identification du cheptel dans une zone touchée par la fièvre catarrhale ovine (FCO)

Volet « végétal » :

- Préciser dans les documents de mise en œuvre, les modalités de vérification des critères de perte de production ou de potentiel de production et d'identification des parcelles localisées dans une zone ciblée par l'Indemnité de Solidarité Nationale (ISN) au titre de l'année 2024 ou une commune reconnue par arrêté de catastrophe naturelle.
- Ces vérifications devront se faire en lien avec le cahier des charges applicables pour l'indemnisation des pertes de récoltes 2024 fondée sur la solidarité nationale (ISN) ou l'instruction réalisée par les services instructeurs (DDT, assureurs) au titre de l'ISN.

D'autre part, des points de vigilance devront être pris en compte :

- S'assurer que le service instructeur de ce type d'opération dispose des différents zonages (ISN, catastrophes naturelles, FCO)
- S'assurer que le service instructeur de ce type d'opération dispose des éléments nécessaires pour vérifier les instructions réalisées dans le cadre de l'ISN

--

8.2.13.3.1.9.2. Mesures d'atténuation

Forfait unique pour tous les bénéficiaires.

Mesure d'aide forfaitaire.

Non-application des critères de sélection et en conséquence, une gestion plus simple et plus rapide de l'aide.

L'aide intervenant pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles qui ne sont pas intégrées dans l'assiette des aides d'Etat existantes, il n'existe pas de risque de double financement sur cette mesure.

Les différents zonages sont mis à disposition du service instructeur.

Le système de vérification sera basé sur des attestations des autorités compétentes, à savoir les Groupements de défense sanitaires, les collecteurs de lait ou les assureurs en complément d'une coordination avec les services de l'Etat au titre de l'instruction ISN.

8.2.13.3.1.9.3. Évaluation globale de la mesure

La réalisation de l'un des objectifs de la mesure, qui, en vertu du règlement (UE) no 1305/2013, est de renforcer la liquidité des exploitations qui ont été touchées par des catastrophes naturelles.

8.2.13.3.1.10. Méthode de calcul du montant ou du taux d'aide, le cas échéant

--

8.2.13.3.1.11. Informations spécifiques sur l'opération

8.2.13.4. Caractère vérifiable et contrôlable des mesures et/ou types d'opérations

8.2.13.4.1. Risque(s) dans la mise en œuvre des mesures

--

8.2.13.4.2. Mesures d'atténuation

--

8.2.13.4.3. Évaluation globale de la mesure

--

8.2.13.5. Méthode de calcul du montant ou du taux d'aide, le cas échéant

—

8.2.13.6. Informations spécifiques sur la mesure

8.2.13.7. Autres remarques importantes pour comprendre et mettre en œuvre la mesure

--

MAQUETTE PDR BOURGOGNE V12 - Version en cours d'approbation par la Commission européenne

Opérations PDRR BOURGOGNE 2014 - 2022	TO	Domaine prioritaire	Maquette V11.1 (Socle + EURI)	Maquette V11.1 SOCLE	Maquette V11.1 EURI	Mouvement SOCLE	Mouvement EURI	Maquette V12 SOCLE	Maquette V12 EURI	Maquette V12 (Socle + EURI)
Formation professionnelle et acquisition de compétences en agriculture et foresterie	1.1.1	1 (2A)	1 148 000,00	1 148 000,00	0,00			1 148 000,00	0,00	1 148 000,00
Projets de démonstration et actions d'information en agriculture et en forêt-bois	1.2.1	1 (2A)	523 502,00	523 502,00	0,00			523 502,00	0,00	523 502,00
Services de conseil en agriculture et filière forêt-bois	2.1.1	1 (2A)	621 762,00	621 762,00	0,00			621 762,00	0,00	621 762,00
Investissements dans les bâtiments dans les exploitations agricoles	4.1.1	2A	64 945 342,24	62 224 142,24	2 721 200,00	-3 870 000,00		58 354 142,24	2 721 200,00	61 075 342,24
Investissements dans les équipements productifs dans les exploitations agricoles (PVE, AB, CUMA)	4.1.2	2A	10 364 730,00	5 480 730,00	4 884 000,00			5 480 730,00	4 884 000,00	10 364 730,00
Investissements dans les infrastructures en faveur de la préservation de la qualité de l'eau	4.1.3 et 4.3.1	4B	1 753 402,00	1 753 402,00	0,00			1 753 402,00	0,00	1 753 402,00
Investissements dans les IAA	4.2.1	3A	13 837 515,00	6 188 428,00	7 649 087,00	-800 000,00		5 388 428,00	7 649 087,00	13 037 515,00
Investissements dans la transformation et commercialisation dans les exploitations agricoles	4.2.2	3A	10 814 800,00	3 452 000,00	7 362 800,00			3 452 000,00	7 362 800,00	10 814 800,00
Investissements dans les dessertes forestières et voies stratégiques d'accès aux massifs forestiers	4.3.2	5C	14 070 951,00	6 810 118,00	7 260 833,00	-240 000,00		6 570 118,00	7 260 833,00	13 830 951,00
Investissements non productifs en faveur de l'environnement	4.4.1	4C	3 300 137,00	3 300 137,00	0,00	-1 000 000,00		2 300 137,00	0,00	2 300 137,00
Aide au démarrage des JA - (Dotation jeunes agriculteurs)	6.1.1	2B	60 016 032,00	60 016 032,00	0,00	-6 900 000,00		53 116 032,00	0,00	53 116 032,00
Aide au démarrage des JA - (Prêts bonifiés)	6.1.2	2B	3 269 000,00	3 269 000,00	0,00			3 269 000,00	0,00	3 269 000,00
Consolider et diversifier l'offre en services touristiques, activités éco-touristiques des territoires ruraux (MO privée)	6.4.2	6A	368 966,00	368 966,00	0,00			368 966,00	0,00	368 966,00
Élaboration et révision de documents d'objectifs Natura 2000	7.1.1	4A	230 000,00	230 000,00	0,00			230 000,00	0,00	230 000,00
Rénovation énergétique du patrimoine bâti des collectivités locales	7.2.1	6B	1 513 052,76	1 513 052,76	0,00			1 513 052,76	0,00	1 513 052,76
Renforcer l'offre de logements adaptés aux besoins et au confort de vie actuelle et peu consommateurs d'énergie	7.4.1	6B	1 269 583,00	1 269 583,00	0,00			1 269 583,00	0,00	1 269 583,00
Valoriser villes et les bourgs-centres dans leur vocation de pôle de centralité, proposer une offre de services de base suffisante	7.4.2	6B	6 718 629,00	6 718 629,00	0,00	-650 000,00		6 068 629,00	0,00	6 068 629,00
Renforcer le réseau d'infrastrctures cyclables d'intérêt européen ou régional et les haltes et ports fluviaux	7.5.1	6B	3 120 225,00	3 120 225,00	0,00	-1 600 000,00		1 520 225,00	0,00	1 520 225,00
Structurer et favoriser la mise en tourisme de sites et espaces d'intérêt régional	7.5.2	6B	125 580,00	125 580,00	0,00			125 580,00	0,00	125 580,00
Consolider et diversifier l'offre en services touristiques, activités éco-touristiques des territoires ruraux (MO publique)	7.5.3	6A	559 365,00	559 365,00	0,00			559 365,00	0,00	559 365,00
Animation Natura 2000	7.6.1	4A	5 975 505,00	5 975 505,00	0,00	-500 000,00		5 475 505,00	0,00	5 475 505,00
Contrats Natura 2000	7.6.2	4A	1 570 000,00	1 570 000,00	0,00			1 570 000,00	0,00	1 570 000,00
Lutte contre la prédation	7.6.4	4A	300 551,00	300 551,00	0,00			300 551,00	0,00	300 551,00
Transformation de peuplements inadaptés	8.6.1	5C	300 000,00	300 000,00	0,00			300 000,00	0,00	300 000,00
Mécanisation des entreprises de travaux forestiers et d'exploitation forestière	8.6.2	5C	2 510 051,00	2 510 051,00	0,00	-600 000,00		1 910 051,00	0,00	1 910 051,00
Modernisation des entreprises de première transformation du bois	8.6.3	5C	613 733,00	613 733,00	0,00			613 733,00	0,00	613 733,00
PHAE	10	4A	18 532 583,00	18 532 583,00	0,00			18 532 583,00	0,00	18 532 583,00
MAEC	10.1 et 10.2	4A	73 928 497,00	73 817 277,00	111 220,00			73 817 277,00	111 220,00	73 928 497,00
CAB / MAB	11.1.1 et 11.2.1	4A	84 247 538,00	74 759 580,00	9 487 958,00	-4 000 000,00		70 759 580,00	9 487 958,00	80 247 538,00
Paiements au titre de Natura 2000 en zone agricole	12.1.1	4A	10 000,00	10 000,00	0,00			10 000,00	0,00	10 000,00
Paiement DCE dans les zones agricoles	12.3.1	4B	10 000,00	10 000,00	0,00			10 000,00	0,00	10 000,00
ICHN - Cadrage national	13.1.1 et 13.2.1	4A	373 386 065,00	373 386 065,00	0,00	-1 230 000,00		372 156 065,00	0,00	372 156 065,00
Mise en place et fonctionnement des groupes opérationnels du PEI	16.1.1	1 (2A)	3 486 925,00	3 486 925,00	0,00			3 486 925,00	0,00	3 486 925,00
Projets pilotes pour le développement de nouveaux produits, pratiques, procédés et techniques	16.2.1	1 (2A)	985 075,00	985 075,00	0,00			985 075,00	0,00	985 075,00
Coopération entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour le développement de circuits d'approvisionnement courts et de marchés locaux	16.4.1	1 (2A)	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
Stratégies locales de développement forestier	16.7.1	5C	543 000,00	543 000,00	0,00			543 000,00	0,00	543 000,00
Soutien à la constitution et l'animation d'un réseau accueil régional	16.7.2	6B	65 354,00	65 354,00	0,00			65 354,00	0,00	65 354,00
Soutien aux stratégies locales de transition énergétique : Territoires à énergie positive (TEPOS)	16.7.4	6B	7 800,00	7 800,00	0,00			7 800,00	0,00	7 800,00
Soutien aux actions de coopération et de promotion, d'ingénierie et de formation touristique	16.7.5	6B	162 504,00	162 504,00	0,00			162 504,00	0,00	162 504,00
Soutien préparatoire	19.1.1	6B	157 000,00	157 000,00	0,00			157 000,00	0,00	157 000,00
Mise en oeuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	19.2.1	6B	29 428 642,60	29 428 642,60	0,00			29 428 642,60	0,00	29 428 642,60
Préparation et mise en oeuvre d'activités de coopération	19.3.1	6B	300 000,00	300 000,00	0,00			300 000,00	0,00	300 000,00
Fonctionnement et animation du GAL	19.4.1	6B	6 797 895,40	6 797 895,40	0,00			6 797 895,40	0,00	6 797 895,40
Article 51 - Assistance technique	20.1.1 & 20.2.1	AT	15 070 595,00	13 425 716,00	1 644 879,00			13 425 716,00	1 644 879,00	15 070 595,00
Mesure 23 - Catastrophes naturelles	23	2A	0,00	0,00	0,00	21 390 000,00		21 390 000,00	0,00	21 390 000,00
TOTAL			816 959 888,00	775 837 911,00	41 121 977,00	0,00	0,00	775 837 911,00	41 121 977,00	816 959 888,00

PDR FRANCHE-COMTE - V14 - Version en cours d'approbation par la Commission européenne

Opérations PDRR Franche-Comté 2014 - 2020	TO	Domaine prioritaire	Maquette V 13 (Socle + EURI)	Maquette V13 SOCLE	Maquette V13 EURI	Mouvement SOCLE	Mouvement EURI	Maquette V14 SOCLE	Maquette V14 EURI	Maquette V14 (Socle + EURI)
Formation professionnelle et acquisition de compétences	1.1A	2A, 3A, 5C, 5E	1 055 447	1 055 447	0	-85 180		970 267	0	970 267
Aide à la certification à l'agriculture biologique	3.1A	3A	101 689	101 689	0			101 689	0	101 689
Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage (volet bâtiment et volet effluents)	4.1A	2A	40 078 008	37 476 008	2 602 000	-1 900 115		35 575 893	2 602 000	38 177 893
Aides aux investissements en faveur de la performance énergétique des exploitations agricoles	4.1B	5B	4 543 004	3 053 404	1 489 600	-48 821		3 004 583	1 489 600	4 494 183
Aides aux investissements en faveur d'alternatives pour la réduction des intrants	4.1C	4B	3 900 769	1 318 969	2 581 800	-195 382		1 123 587	2 581 800	3 705 387
Aides aux investissements en faveur de la mise en place de productions agricoles peu présentes	4.1D	2A	751 396	264 996	486 400	-38 833		226 163	486 400	712 563
Aides à la réalisation d'aires de lavage et de remplissage des pulvérisateurs (Usage agricole. Porteurs agricoles)	4.1E	4B	252 082	252 082	0	-114 527		137 555	0	137 555
Soutien aux investissements des industries agroalimentaires	4.2A	3A	25 525 077	17 623 317	7 901 760	-807 769		16 815 548	7 901 760	24 717 308
Aides aux investissements en faveur de la transformation et commercialisation des produits agricoles	4.2B	2A	6 165 506	1 402 306	4 763 200	-90 172		1 312 134	4 763 200	6 075 334
Aides à la réalisation d'aires de lavage des pulvérisateurs (usage agri - porteurs non agri)	4.3A	4B	100 000	100 000	0	-62 112		37 888	0	37 888
Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation de la foresterie	4.3B	5C	9 914 481	5 863 706	4 050 775	-593 485		5 270 221	4 050 775	9 320 996
Investissements connexes aux aménagements fonciers	4.3D	2A	42 805	42 805	0			42 805	0	42 805
Aides aux investissements en faveur de la préservation des milieux aquatiques	4.4B	4A	1 685 400	1 685 400	0	-1 215 018		470 382	0	470 382
Dotation jeunes agriculteurs (DJA)	6.1A	2B	52 543 474	52 543 474	0	-5 000 000		47 543 474	0	47 543 474
Prêts bonifiés	6.1B	2B	3 574 589	3 574 589	0	-137 277		3 437 312	0	3 437 312
Unité de méthanisation rurale	6.4B	5C	1 703 666	1 703 666	0	-16 303		1 687 363	0	1 687 363
Aides aux investissements dans des activités non agricoles	6.4C	2B	365 814	365 814	0	-41 928		323 886	0	323 886
Elaboration et révision des plans de gestion liés aux sites Natura 2000	7.1B	4A	2 709 736	2 709 736	0	-92 430		2 617 306	0	2 617 306
Investissements dans la mise en place, amélioration et développement des services de base locaux pour la population rurale	7.4A	6B	5 115 614	5 115 614	0	-246 604		4 869 010	0	4 869 010
Aide à l'adaptation de la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs	7.6A	4A	316 373	316 373	0	-63 682		252 691	0	252 691
Mise en valeur des espaces pastoraux	7.6B	4A	600 226	600 226	0	-20 567		579 659	0	579 659
Contrats Natura 2000 - en milieux forestiers	7.6C1	4A	2 223 230	2 223 230	0	-20 933		2 202 297	0	2 202 297
Contrats Natura 2000 - en milieux non-agricoles et non-forestiers	7.6C2	4A	2 861 000	2 861 000	0	-138 400		2 722 600	0	2 722 600
Animation des documents de gestion des sites Natura 2000	7.6D	4A	5 437 802	5 437 802	0	-63 337		5 374 465	0	5 374 465
Investissements pour délocalisation d'activités, reconversion de bâtiments et installations à proximité de communes rurales	7.7A	6B	942 690	942 690	0			942 690	0	942 690
Amélioration de la valeur environnementale des peuplements forestiers	8.5A	5E	31 236	31 236	0	-8 000		23 236	0	23 236
Amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers	8.6A	5E	185 228	185 228	0	-11 638		173 590	0	173 590
Soutien aux équipements d'exploitation forestière	8.6B	5C	1 918 320	1 918 320	0	-151 000		1 767 320	0	1 767 320
Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques	10.1A	4	33 963 662	33 675 262	288 400	-1 728 000		31 947 262	288 400	32 235 662
Conversion à l'agriculture biologique - Maintien de l'agriculture biologique	11	4	34 621 116	31 288 276	3 332 840	-360 000		30 928 276	3 332 840	34 261 116
Paiement d'indemnités en faveur des zones agricoles incluses dans les plans de gestion de district hydrographique	12.3A	4	1 000	1 000	0			1 000	0	1 000
Paiements compensatoires pour les zones de montagne (13.1A) + Paiements compensatoires pour les zones visées à l'article 31.5 (13.2.A)	13.1A + 13.2A	4	359 691 783	359 691 783	0	-287 527		359 404 256	0	359 404 256
Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier	16.7B	6B	307 833	307 833	0	-11 957		295 876	0	295 876
Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement	19.1A	6B	405 412	405 412	0			405 412	0	405 412
Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	19.2A	6B	21 567 435	21 567 435	0			21 567 435	0	21 567 435
Préparation et mise en œuvre d'activité de coopération	19.3A	6B	658 051	658 051	0			658 051	0	658 051
Frais de fonctionnement et animation relatifs à la stratégie locale de développement	19.4A	6B	5 329 834	5 329 834	0			5 329 834	0	5 329 834
Assistance Technique Hors Réseau rural régional	20.1A	NC	11 930 175	10 784 477	1 145 698			10 784 477	1 145 698	11 930 175
Assistance Technique Réseau rural régional	20.2.A	NC	350 000	350 000	0			350 000	0	350 000
Mesure 23 - Catastrophes naturelles	23	2A	0	0	0	13 550 997		13 550 997	0	13 550 997

Total	643 470 963 €	614 828 490 €	28 642 473 €	- €	- €	614 828 490 €	28 642 473 €	643 470 963 €
-------	---------------	---------------	--------------	-----	-----	---------------	--------------	---------------